

Approches Catholiques de l'Exploitation Minière: Etudes de Cas

Le Projet Minier de Cuivre de Quebradona, Antioquia, Diocèse de Jericó, Colombie

Commune de Jericó, département d'Antioquia, Colombie

Edgar Antonio López

Professeur à la Faculté de théologie de l'Université pontificale Javeriana



Résumé

En 2007, la société sud-africaine AngloGold Ashanti s'est implantée dans la région sud-ouest du département d'Antioquia, dans les Andes colombiennes, dans le but d'extraire de l'or et du cuivre, dans le cadre du projet minier dit « Quebradona ». En 2007, elle a obtenu une licence d'exploration, mais n'a pas encore reçu l'autorisation de démarrer ses activités. Ce cas montre comment la communauté catholique, sous l'impulsion de son évêque diocésain et d'une communauté religieuse féminine, a formé les communautés locales aux enseignements de l'écologie intégrale et les a accompagnées dans leur mobilisation contre les tentatives illégales de la société visant à démarrer des activités de forage. Ce cas met en évidence trois axes principaux d'action. Premièrement, le soutien à la communauté sous la forme d'une participation aux activités de mobilisation et à la défense juridique. Un deuxième axe concerne la formation à l'écologie intégrale et la sensibilisation aux impacts environnementaux de l'exploitation minière. Cela revêt une importance particulière dans un contexte de division au sein de la communauté quant aux avantages potentiels des activités minières dans leur région. Un troisième axe concerne le plaidoyer visant à empêcher l'expansion de l'exploitation minière dans des zones écologiquement fragiles, et à promouvoir une meilleure répartition des revenus miniers ainsi que la remise en état de l'environnement là où des activités minières sont déjà en cours. Dans l'ensemble, cette étude montre comment les cadres théologiques se traduisent en actions visant à protéger la dignité humaine et à prendre soin de la création, tout en soulignant le rôle du leadership ecclésial.

1. Contexte général

L'exploitation minière est une activité économique historiquement liée à la formation de la société colombienne. Cependant, comme c'est actuellement le cas dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, la priorité accordée à l'exploitation minière en tant que source de croissance économique a alimenté une forme de néo-extractivisme aux conséquences graves pour de nombreuses communautés locales et leurs territoires (Sánchez, 2016).

L'extraction des métaux du sous-sol et leur exportation constituent un secteur très important du commerce international de la Colombie. Bien qu'il n'ait représenté que 0,99 % du produit intérieur brut (PIB) en 2025, ce secteur a représenté environ 22,1 % de la valeur totale des exportations nationales (ANM, 2025). Les principaux produits minéraux commercialisés par la Colombie cette même année étaient le charbon (44 %), l'or (39 %), le ferronickel (4,2 %) et les émeraudes (1,1 %). Le secteur minier (hors extraction d'hydrocarbures) employait 260 141 personnes en 2025 (ANM, 2025), ce qui ne représentait que 1,04 % de la population active colombienne, estimée à 25 millions de personnes.

Parallèlement aux entreprises minières qui opèrent légalement et aux intérêts desquelles la législation colombienne est adaptée (Urrea et Rodríguez, 2014, pp. 92–100), l'exploitation minière illégale est devenue de plus en plus une source de financement pour les groupes armés qui opèrent en marge de la loi et se livrent à d'autres trafics illicites tels que le cannabis, la coca et le pavot. Ces groupes armés recourent au déplacement forcé de la population civile comme stratégie criminelle pour prendre le contrôle du territoire, ce qui conduit souvent à une concentration de la propriété foncière (CNMH, 2016, pp. 76-81). La Colombie présente l'un des pires taux de répartition foncière au monde, avec un indice de Gini de 0,89 (IGAC, 2024) ; en d'autres termes, 10 % des propriétaires fonciers détiennent plus de 80 % des terres rurales. Les déplacements forcés et la concentration foncière ont été associés à l'essor de l'exploitation minière, tant légale qu'illégale. Selon une étude (Ruiz, Castillo et Forero, 2018, p. 27), plus de la moitié des communes colombiennes font état d'une corrélation entre, d'une part, des taux élevés de déplacements et, d'autre part, l'enregistrement d'activités minières et d'extraction d'énergie.

Dans un tel contexte, l'exploitation des communautés marginalisées et appauvries, ainsi que le pillage dévastateur de leur sous-sol, sont devenus une source de préoccupation pour certains secteurs de l'Église catholique colombienne, comme en témoigne le message final de la 92^{ème} Assemblée plénière de la Conférence épiscopale de Colombie (*Conferencia Episcopal de Colombia*, CEC) en 2012 (CEC, 2012). Dans leur message, les évêques ont exprimé leur profonde inquiétude face à la présence de projets miniers sur les territoires des communautés paysannes, autochtones et afro-colombiennes, ainsi qu'à leurs impacts sociaux et environnementaux, tels que la déforestation, l'affaiblissement de l'agriculture, la hausse du chômage, de la pauvreté et de la morbidité, et l'émergence de nouvelles formes de violence.



Alors que l'exploitation minière à petite échelle est pratiquée depuis des siècles par les communautés afro-colombiennes, autochtones et rurales dans le cadre de leurs traditions culturelles, sans aucune réglementation de l'État, ces dernières années, des groupes armés illégaux se sont tournés vers l'exploitation minière comme nouveau moyen de financer leurs activités criminelles. Le message des évêques mettait donc également en garde contre toute confusion entre l'exploitation minière informelle pratiquée par de nombreuses communautés ancestrales et l'exploitation minière illégale encouragée par divers groupes armés.

Inspirés par le mandat divin de gérer la création de manière responsable (Gn 2, 15), les évêques colombiens ont plaidé, dans leur document de 2012, en faveur d'un modèle de développement centré sur le respect de la dignité humaine et des droits fondamentaux. Ils ont appelé l'État colombien à élaborer un nouveau code minier, moderne et équitable, fondé sur des consultations avec les communautés, et ont exhorté l'industrie minière à investir ses bénéfices de manière éthique, dans un esprit de justice et d'équité, au service du développement national et régional. En outre, ils ont demandé à la société colombienne d'être consciente de sa responsabilité envers la création et ont encouragé les citoyens à renforcer la démocratie et à promouvoir un modèle de développement en harmonie avec la nature. Dans leur message, les évêques se sont engagés à se tenir aux côtés du peuple colombien « dans la recherche de la vérité et de la justice au service de la vie, en favorisant un dialogue constructif et en évitant la violence », ainsi qu'à accompagner « l'État, l'industrie minière et le peuple colombien dans la promotion d'un développement humain holistique, fondé sur la solidarité et durable » (CEC, 2012).

Trois ans après le message de la CEC et à la suite de la publication de l'encyclique *Laudato Si'* du pape François en juin 2015, douze évêques des provinces ecclésiastiques de Medellín et de Santafé de Antioquia ont signé une lettre pastorale pour exprimer leur inquiétude face aux graves répercussions de l'exploitation minière dans les départements d'Antioquia et du Chocó. Ils ont décrit comment le remplacement de l'exploitation minière traditionnelle par une exploitation mécanisée et à grande échelle avait entraîné une destruction de l'environnement et l'intensification des conflits sociaux. Outre l'épuisement des ressources en eau et leur contamination par des déchets chimiques, l'octroi de permis d'exploitation minière sur des zones destinées à l'agriculture avait imposé des changements culturels qui menaçaient l'identité de nombreuses communautés et les excluaient des processus décisionnels. Ils ont noté que les pratiques agricoles et de pêche traditionnelles étaient progressivement abandonnées en raison du déplacement de la population causé par l'exploitation minière à grande échelle.

Les douze évêques d'Antioquia et du Chocó ont souligné que le pouvoir politique et économique de certaines sociétés minières leur permettait d'exercer une influence sur les collectivités locales, d'obtenir des exonérations fiscales et d'échapper au contrôle fiscal. Ils ont averti que les pratiques minières – tant légales qu'illégales – constituaient un terrain fertile pour la corruption et la criminalité en facilitant les pots-de-vin et la mainmise sur l'État. Ils ont également souligné que la législation minière colombienne, en particulier la loi n° 685 de 2001, qui accorde des avantages aux

sociétés minières étrangères et nationales et qui est toujours en vigueur aujourd'hui, n'était pas orientée vers le bien commun et que de nombreuses communautés autochtones, afro-colombiennes et rurales se sentaient abandonnées (Évêques de Medellín et de Santafé de Antioquia, 2015). Ils ont évoqué l'éclatement des familles, l'alcoolisme, la prostitution, les abus sexuels sur mineurs, la violence, la corruption, la cupidité et la violation des droits collectifs comme des phénomènes associés à l'exploitation minière à grande échelle sur leurs territoires. Pour y remédier, les douze évêques ont encouragé les agents pastoraux à se tenir dûment informés des conséquences de l'exploitation minière, à se former à l'écologie intégrale et à mener des modes de vie simples qui favorisent la sauvegarde de notre maison commune. Faisant écho au document de la CEC de 2012, les douze évêques ont plaidé en faveur d'un modèle de développement en harmonie avec la nature et centré sur la dignité de la personne humaine et ses droits fondamentaux. Ils ont appelé le gouvernement à revoir la législation minière et les accords de libre-échange, et à garantir un contrôle environnemental. Ils ont souligné la nécessité d'organiser et de légitimer l'exploitation minière artisanale, ainsi que de surveiller et de réglementer l'exploitation minière industrialisée. Tout en reconnaissant que certaines sociétés minières engageaient le dialogue avec les communautés locales, agissaient avec prudence écologique et faisaient preuve de conscience sociale, ils ont demandé que tous les projets miniers fassent l'objet d'une consultation publique et que les bénéfices miniers soient répartis de manière plus équitable.

Outre ces deux déclarations officielles, la CEC, en collaboration avec Caritas Colombie, a mené en 2013 une enquête semi-structurée afin d'étudier la perception des impacts de l'industrie minière auprès de soixante-quatorze représentants catholiques issus de différentes juridictions ecclésiastiques. L'enquête s'est concentrée sur les liens entre l'industrie minière et l'intensification des conflits, l'exploitation et l'utilisation des ressources, la présence de groupes armés illégaux et le déplacement des communautés (Polanía et Henao, 2022). En 2020, Caritas Colombie a mené une nouvelle enquête auprès de 104 représentants de toutes les juridictions ecclésiastiques du pays afin d'évaluer les impacts sociaux, politiques, économiques, culturels et environnementaux de l'économie extractive. En prenant l'enquête de 2013 comme référence, les résultats de l'enquête de 2020 ont mis en évidence une détérioration des indicateurs sociaux, environnementaux, économiques et culturels depuis 2016, année au cours de laquelle le gouvernement colombien a signé un accord de paix avec le groupe de guérilla des FARC-EP. Cette nouvelle étude a mis en évidence des taux de pauvreté élevés, une baisse de la qualité de vie et une dégradation du tissu social au sein des communautés. Elle a également révélé un manque généralisé d'engagement de la part des entreprises minières envers les communautés locales, ainsi que leur non-respect de la procédure obligatoire de consultation préalable ou publique, violant ainsi un droit fondamental (Polanía et Henao, 2022, p. 38).

Seule la moitié des juridictions ecclésiastiques interrogées considéraient l'exploitation minière comme une activité nécessaire à l'économie locale, et très peu de participants ont mentionné ses effets positifs, tels que la revitalisation économique, la création d'emplois et les retombées sociales liées à la fiscalité. La majorité des personnes interrogées ont fait état d'effets économiques négatifs, tels que des distorsions de l'économie locale, la hausse des prix et la disparition des activités minières traditionnelles. Pour 58 % des projets miniers mentionnés dans l'enquête, aucun effet social positif n'a été constaté, et dans 82 % des diocèses, aucun effet environnemental positif n'a été signalé.

Les résultats de l'enquête ont permis de dresser un bilan du rôle de l'Église dans l'accompagnement des communautés touchées par l'exploitation minière. Parmi les actions mentionnées par les personnes interrogées figuraient la participation directe aux processus politiques, la diffusion d'informations, la formation aux techniques de négociation et la médiation entre les communautés locales et les autorités gouvernementales. L'enquête a également révélé que, dans chaque juridiction ecclésiastique, des pages web dédiées avaient été créées pour fournir des informations sur le secteur extractif et ses conséquences. Parmi les autres activités de soutien mentionnées figuraient l'accompagnement émotionnel, social, pastoral et spirituel, la fourniture de services directs aux communautés touchées, le travail de plaidoyer, la formation des responsables communautaires, la sensibilisation à la situation minière aux niveaux local, national et international, ainsi que la facilitation du dialogue avec le gouvernement et les entreprises minières afin de les encourager à se conformer à la réglementation environnementale et à respecter les droits des communautés locales (Polanía et Henao, 2022, p. 40).

Aux côtés de la CEC et de Caritas, une autre institution catholique qui a travaillé main dans la main avec les communautés touchées par l'exploitation minière dans diverses régions de Colombie est le Centre de recherche et d'éducation populaire (*Centro de Investigación y Educación Popular*, CINEP), fondé en 1972 par la Compagnie de Jésus. Outre ses travaux de recherche, qui alimentent d'importantes bases de données accessibles au public, le CINEP propose des formations et un accompagnement aux communautés touchées. Il travaille désormais en collaboration avec le Programme pour la paix (*Programa Por la Paz*, PPP). Le CINEP/PPP publie la revue *Controversia*, qui a consacré plusieurs numéros spéciaux à l'exploitation minière, comme celui paru en juillet 2017 sur le néo-extractivisme et la « re-primarisation » de l'économie en conséquence des accords internationaux sur les matières premières (Duarte, 2017), et un autre paru en novembre 2025 sur la justice environnementale et la résistance populaire face au pouvoir des entreprises (Matiz González et Ortiz Fonseca, 2025).



Le CINEP/PPP a publié divers rapports sur l'exploitation minière afin de mettre en lumière la situation dans différentes régions touchées par le néo-extractivisme, tels que « *Environnement, exploitation minière et situation post-conflit en Colombie : les cas du Catatumbo et du sud du Bolívar* » (Aponte, Arboleda et Barrera, 2016) ; « *L'exploitation aurifère et les communautés locales dans le sud de Córdoba en Colombie : le cas de la mine d'El Alacrán* » (Medina, Cuenca, Serrano et Carrillo, 2019) ; « *Cerrejón l'emporte-t-il toujours ? Entre l'impunité des entreprises face aux violations des droits de l'homme et la recherche d'une réparation globale en période de transition* » (Censat Agua Viva et CINEP/PPP, 2023) ; et « *Les communautés et leurs relations avec le secteur minier et énergétique au XXIe siècle* » (CINEP/PPP et UPME, 2024). Le CINEP/PPP a également publié plusieurs ouvrages en collaboration avec d'autres organisations, notamment « *L'extractivisme et l'après-conflit en Colombie : défis pour la paix territoriale* » (Ulloa et Coronado, 2016), « *Tant que nous rêvons* ». *Extractivisme et interculturalité dans le sud de La Guajira* (Archila et al., 2015), qui traite du processus de consultation préalable et autonome du peuple Wayúu à El Cerrejón.¹

Un exemple récent du soutien apporté par le CINEP/PPP aux communautés touchées a été la soumission d'un rapport aux Nations unies sur les impacts environnementaux de la contamination de l'eau par le mercure et les risques encourus par les défenseurs des droits de l'homme sur les territoires des peuples afro-colombiens et autochtones de la région du Bas-Atrato, dans le Chocó. Après avoir présenté ce rapport en février 2025, une équipe du CINEP/PPP a assisté à l'audience devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme en novembre 2025 aux côtés de représentants des communautés.

Les déclarations des évêques colombiens mentionnées ci-dessus et le bref aperçu des actions menées par l'Église catholique en faveur des communautés touchées par le néo-extractivisme en Colombie (telles que rapportées dans l'enquête Caritas de 2020) fournissent un contexte au cas du projet minier de cuivre de Quebradona, dans la municipalité de Jericó (département d'Antioquia, nord-ouest de la Colombie), et à la résistance non violente de la communauté locale contre la société minière AngloGold Ashanti, basée en Afrique du Sud. Le projet Quebradona fait l'objet de cette étude de cas, car il s'agit de l'un des exemples qui illustre le mieux l'implication directe et active de l'Église catholique colombienne dans la sauvegarde de notre maison commune face à la menace que représente l'exploitation minière.

¹ Voir également les chapitres de l'ouvrage publié par le CINEP/PPP intitulé « *La Guajira : entre la création de zones de sacrifice et la protection intégrale du territoire* » (Ortiz et Perneth, 2024), ainsi que l'article « *Conflits territoriaux liés aux projets miniers à Cañavieles, dans la Guajira* » (Giraldo Salazar, 2022).

2. Le projet Quebradona et la résistance non violente de la communauté

Le sud-ouest du département d'Antioquia, dans les Andes colombiennes, se caractérise par une biodiversité très riche, avec des ressources en eau abondantes qui assurent la survie de nombreuses espèces végétales et animales ; mais son sous-sol recèle également d'importants gisements de cuivre, d'or et d'argent. En 2007, AngloGold Ashanti s'est implantée dans la région dans le but d'extraire 4,9 millions de tonnes de ces minerais, dans le cadre du projet minier dit « Quebradona ».

En 2007, la société a obtenu pour la première fois l'autorisation du gouvernement départemental de mener des travaux d'exploration et a acquis cinq titres fonciers portant sur des parcelles totalisant 7 595 hectares. La phase d'exploration initiale a duré onze ans (trois ans au départ, suivis de quatre prolongations de deux ans chacune), soit la durée maximale autorisée par le code minier colombien. L'entreprise a ensuite regroupé les cinq parcelles en 2018 afin d'obtenir un nouveau permis d'exploration et de gagner du temps (Hernández, 2025). En 2019, AngloGold Ashanti a déposé une demande auprès de l'Autorité nationale des autorisations environnementales (*Autoridad Nacional de Licencias Ambientales*, ANLA) afin d'obtenir un permis pour commencer l'exploitation des gisements de cuivre et d'or. Cependant, en 2021, l'ANLA a mis la demande en attente en raison de lacunes dans l'étude d'impact environnemental soumise par l'entreprise (Giraldo, 2025c).

Malgré cette suspension de la procédure, le maire de la commune de Jericó a autorisé l'entreprise à mener certains travaux sur un terrain public connu sous le nom de Lusitania. Ce site abritant également un réservoir d'eau, l'objectif était de protéger l'approvisionnement en eau de l'un des aqueducs ruraux. L'entreprise en a profité pour installer une plate-forme de forage et effectuer des forages sur le site. En novembre 2022, un groupe d'employés d'AngloGold Ashanti en civil s'est introduit clandestinement sur la propriété d'un agriculteur dans la zone de Vallecitos afin d'installer des appareils de forage sans autorisation (Sánchez, 2025b). Cette activité non autorisée a déclenché une manifestation non violente de la communauté rurale visant à mettre fin aux forages dans cette zone protégée. Les activités clandestines des employés de l'entreprise ont finalement contribué à renforcer la mobilisation sociale de la communauté, qui s'était organisée au sein du collectif Imagina Jericó (IPC, 2023).²

La présence d'AngloGold Ashanti à Jericó a divisé la population et profondément déchiré le tissu social en créant un affrontement entre deux visions différentes du développement : l'une guidée par une logique capitaliste d'accumulation et de profit à tout prix, et l'autre fondée sur le patrimoine culturel et la défense des modes de vie traditionnels et des écosystèmes (Sánchez, 2025b). Certains habitants ont été convaincus par les arguments de l'entreprise selon lesquels le projet apporterait des avantages aux populations locales grâce à la création de nouveaux emplois et à l'attraction d'investissements financiers. L'entreprise a promis que, lorsqu'elle serait pleinement opérationnelle, la mine générerait un bénéfice annuel de 5 millions de dollars américains et créerait au moins 3 000 emplois (Landis, 2024).

En 2016, AngloGold Ashanti a pris en charge les frais de déplacement des directeurs des trois écoles publiques de Jericó afin qu'ils puissent visiter l'un de ses projets miniers au Brésil et, par la suite, influencer l'éducation des jeunes générations (Rutas del conflicto, 2024). De plus, la société minière prend en charge les salaires de certains enseignants et couvre les frais de transport scolaire, assumant ainsi une responsabilité qui incombe à la municipalité. L'entreprise a également consacré d'importantes ressources à la mobilisation de la communauté par le biais « d'un programme sportif pour les jeunes, d'un groupe de musique, de la rénovation d'un collège, d'une crèche et de plantations d'arbres, de la promotion du tourisme et d'autres investissements directs dans de petites entreprises locales » (Landis, 2024). Bien que ces actions puissent être considérées comme s'inscrivant dans le cadre de la responsabilité sociale de l'entreprise, il s'agit en réalité de stratégies par lesquelles la société minière cherche à s'assurer le soutien des habitants.

Même si AngloGold Ashanti nie l'existence de nappes phréatiques dans la région et rejette les inquiétudes concernant l'affaissement du sol, certains habitants sont conscients des risques potentiels que présente le projet en raison des

² Fondé en 2021 par des jeunes de la région pour s'opposer aux activités minières à Jericó, le Collectif se mobilise par le biais de sit-in, d'activisme artistique, d'un soutien juridique et d'activités spirituelles en coordination avec l'Église catholique.

dommages qu'il pourrait causer aux aquifères, aux rivières et aux terres. Selon l'organisation Visión Suroeste, AngloGold Ashanti devrait extraire 130 millions de tonnes de roche pour extraire le cuivre et d'autres minéraux. Cela entraînerait l'affaissement de 73 hectares de terrain et générerait 119 millions de tonnes de déchets toxiques, qui seraient confinés dans un bassin de résidus situé à seulement deux kilomètres du fleuve Cauca. En raison des pluies torrentielles, des sécheresses et de l'instabilité du sol, ces déchets pourraient se déverser dans le fleuve et contaminer l'eau dont dépendent les populations locales pour leur subsistance (Hernández, 2025).

Le 2 décembre 2025, l'Agence nationale des mines (*Agencia Nacional de Minería, ANM*) a refusé une nouvelle prolongation de deux ans du permis d'exploration pour le projet Quebradona, invoquant l'affaiblissement des relations sociales au sein du territoire et l'absence d'efforts pour garantir la viabilité environnementale (Giraldo, 2025b).

AngloGold Ashanti utilise la législation colombienne pour délégitimer et criminaliser les manifestations pacifiques et intimider la population. Tout en affirmant respecter les manifestations pacifiques et ne pas être impliquée dans des activités d'exploration illégales, l'entreprise allègue que les manifestations perturbent l'ordre public, causent des dégâts matériels et entravent ses activités (Wallace, 2025). Cependant, selon un avocat défendant les manifestants, aucune violence n'a été exercée lors des neuf actions de résistance organisées par la communauté entre 2022 et 2023, et toutes constituaient des expressions de droits civils et politiques, telles que des sit-in et des rassemblements permanents (Giraldo, 2025a).

En octobre 2025, des affrontements armés ont eu lieu à Palocabildo (un quartier de la commune de Jericó) entre l'Armée nationale et le Clan del Golfo, ce qui a mis en évidence la présence de groupes armés criminels opérant dans la région. On espère que les autorités garantiront la sécurité de la population et empêcheront que la violence du conflit armé n'entrave les processus de résistance non violente menés par la communauté. Cependant, cette nouvelle présence de groupes criminels complique le contexte dans lequel l'Église catholique et d'autres secteurs de la société civile agissent pour défendre les droits collectifs des communautés humaines et les droits de la nature (Corporación Jurídica Libertad, 2025).

La section suivante analyse certaines des initiatives de soutien, de formation et de plaidoyer menées par l'Église catholique à Jericó. La participation active de certains représentants de l'Église met en évidence l'importance des cadres théologiques qui portent un regard critique sur les activités économiques dans le paradigme de l'écologie intégrale, ainsi que leur traduction en actions favorisant la protection de la dignité humaine et la sauvegarde de la création (Galvis et López, 2026).

3. Actions de l'Église catholique concernant le projet Quebradona

Soutien communautaire

Le projet Quebradona n'a pas encore obtenu l'autorisation légale de passer au-delà de la phase d'exploration. Les tentatives de forage clandestines menées par l'entreprise, qui visaient à entamer l'exploitation des gisements avant d'avoir obtenu l'autorisation légale, ont été contrecarrées par la résistance non violente de la communauté. Cette affaire met en lumière le mépris dont fait preuve AngloGold Ashanti à l'égard du consentement libre, informé et préalable (CLIP) des communautés. Cette situation constitue une grave violation des droits de la communauté, car le droit de dire « non » à l'activité minière est une composante fondamentale du droit au CLIP (Deneulin et Montevecchio, 2025).



En réponse à la menace environnementale que représentait une nouvelle tentative de forage illégale, le 13 décembre 2023, plus de cinquante personnes issues des villages concernés, dont deux religieuses d'une congrégation colombienne (les Missionnaires de Mère Laura), ont empêché les employés de l'entreprise de poursuivre leurs opérations clandestines dans la zone. Les manifestants pacifiques ont appelé la police, le maire et le Bureau du médiateur à se rendre sur place et à faire sortir les employés de la propriété. Cependant, les employés de l'entreprise ont au contraire accusé la population locale de les retenir en otages (Hernández, 2025).

La Congrégation des Missionnaires de Mère Laura est présente à Jericó depuis 1964, et ses membres soutiennent la résistance de la communauté depuis l'arrivée d'AngloGold en 2007. Sœur Elizabeth Rúa explique que sa motivation pour soutenir la communauté dans cet acte collectif de résistance est la protection de la terre. « S'il n'y a plus de terre », dit-elle, « si l'eau est polluée, tout est détruit, tout cela pour enrichir les autres. La terre est la mère ; c'est là que nous devons semer pour avoir de quoi manger, et c'est en prenant soin de la terre qu'on prend soin de l'eau » (Sánchez, 2025a).

Au cours de la manifestation, certains agriculteurs portaient des machettes et d'autres objets tranchants, qui font partie de leur tenue agricole traditionnelle. Cependant, la société minière a signalé ces objets aux autorités comme étant des armes portées illégalement. L'un des agriculteurs avait amené son chien à la manifestation, et l'animal a mordu l'un des ouvriers lors de l'altercation (Hernández, 2025). En conséquence, onze agriculteurs ayant participé à cette manifestation non violente ont été inculpés d'enlèvement et de coups et blessures. Par ailleurs, certains manifestants qui avaient auparavant travaillé sur le site de la société minière ont démonté les foreuses et les ont remises à la police afin qu'elles soient restituées à AngloGold Ashanti (les activités de forage n'étant pas autorisées). Ils ont été inculpés à la place de vol aggravé.

Le parquet a demandé l'assignation à résidence au motif que, prétendument, les onze agriculteurs représentaient un risque pour la communauté et pour les victimes. Leur avocat de la défense présente au contraire ces agriculteurs comme des membres de comités de surveillance citoyens et d'organisations sociales, tels que le Comité environnemental de Jericó,³ en tant que présidents des Conseils d'action communautaire et responsables d'associations communautaires d'approvisionnement en eau (Giraldo, 2025a). Cette affaire illustre clairement la tendance mondiale croissante à la criminalisation de la contestation sociale,⁴ et au recours au droit pénal pour s'en prendre à la partie la plus faible dans un conflit socio-environnemental (Hernández, 2025). Les plaintes déposées par AngloGold pour présenter les agriculteurs qui défendent leur territoire comme une menace visent à délégitimer la résistance communautaire non violente et à semer la peur parmi la population paysanne. Une telle criminalisation de la contestation affaiblit les processus d'organisation et intimide les communautés (Sánchez, 2025c).

Selon le Bureau du médiateur, dans les cas de criminalisation de la contestation sociale, il incombe à l'État de protéger ceux qui défendent pacifiquement leurs droits et leurs terres. Comme il l'a déclaré peu après leur arrestation : « Nous exprimons notre inquiétude face aux poursuites engagées contre onze dirigeants paysans et défenseurs de l'environnement dans la commune de Jericó. L'État colombien a l'obligation de garantir le droit de défendre ses droits. Cela inclut ceux qui défendent l'eau, les forêts et la vie au sein même de ces territoires » (Hernández, 2025). Le 2 juin 2025, le tribunal municipal de Jericó a statué que les onze paysans n'avaient pas besoin d'être privés de liberté, et qu'il suffisait de les empêcher de quitter le pays afin qu'ils puissent comparaître périodiquement devant le tribunal.

Outre l'implication directe des Missionnaires de Mère Laura dans la résistance non violente, l'Église catholique a soutenu la résistance non violente de la communauté, en apportant un accompagnement émotionnel, social, pastoral et spirituel par le biais de sa participation au réseau « Iglesias y Minería ». La section colombienne de cette organisation inter-ecclésiale a porté l'affaire de la Quebradona à l'attention de la communauté internationale et a sensibilisé l'opinion

³ La Table Environnementale de Jericó (*Mesa Ambiental de Jericó*) est un forum de participation citoyenne et de dialogue communautaire. Elle a été créée en 2008 par des familles de caféiculteurs pour défendre l'eau et la terre.

⁴ Voir le rapport du Centre sur les entreprises et les droits de l'homme (BHRC, 2026) qui met en évidence le harcèlement judiciaire comme l'une des principales formes d'attaques contre les défenseurs de la terre et de l'environnement.

publique à la criminalisation des manifestants, ajoutant sa voix au refrain « De l'eau, oui ; l'exploitation minière, non » (Iglesias y Minería, 2025).

Défense des droits

Une autre initiative importante de l'Église catholique à Jericó est la défense des droits humains et environnementaux, pour laquelle la formation de la communauté paroissiale et de ses pasteurs a joué un rôle crucial. Comme l'explique l'un des onze manifestants inculpés : « Nous sommes profondément catholiques et, dans cette lutte, Dieu est avec nous » (Hernández, 2025). Cet agriculteur se souvient s'être rendu à Medellín en septembre 2017 pour rencontrer le pape François, dont les paroles sont restées gravées dans son cœur : « Le message de Sa Sainteté ce jour-là était très clair : prenez soin de cette planète, car c'est la seule chose que vous ayez » (Hernández, 2025).



Ses paroles révèlent à quel point les enseignements de l'Église contenus dans l'encyclique *Laudato Si'* ont compté pour la communauté paysanne de Jericó. Sœur Magnolia Parra exprime ainsi ce que la communauté a appris en étudiant l'encyclique : « Nous ne pouvons pas sacrifier la vie d'un peuple, ou de peuples, au profit d'intérêts économiques. Il en va de même pour les richesses de la terre qui est la véritable richesse ; ce n'est ni l'or, ni le cuivre, ni rien de ce genre » (Abondano, 2025).

Mgr Noel Antonio Londoño soutient également la résistance de la communauté depuis sa nomination au diocèse de Jericó en 2013. Au début de son ministère épiscopal, les gens lui ont demandé si le projet était bénéfique ou non pour la communauté. Il a ensuite étudié la question et assisté à des débats universitaires, à des forums savants et même aux événements organisés par l'entreprise elle-même (Zuleta, 2023).

Mgr Londoño a constaté une lacune dans la formation du clergé du diocèse et s'est attaché à y remédier. Comme il l'explique : « Je me suis convaincu d'une chose : le clergé ne sait pas ce que signifie l'écologie, car on ne le lui a jamais enseigné. C'est pourquoi, à l'intention des séminaristes actuels et de ceux qui ont été récemment ordonnés, j'ai moi-même dispensé un cours intitulé « écothéologie », inspiré de l'encyclique *Laudato Si'* du pape François » (Zuleta, 2023). Ce cours a renouvelé la compréhension théologique du clergé local quant à la relation entre l'humanité et notre maison commune à travers le prisme de la sollicitude, en s'appuyant sur les enseignements de *Laudato Si'*. Dieu a confié la nature et tout ce qu'elle contient aux soins de l'humanité, et les champs doivent être cultivés et les minerais extraits avec l'obligation de préserver la Terre (Zuleta, 2023).

Dans une lettre de solidarité en réponse aux persécutions menées par certains responsables politiques de la région, cinquante organisations ecclésiastiques, ainsi que cinquante membres d'Iglesias y Minería, ont salué le travail de Mgr Londoño dans la promotion des enseignements de l'Église sur l'écologie intégrale.⁵ On peut lire dans leur lettre : « Merci, Monseigneur Noel, d'avoir fait entendre votre voix et d'avoir appelé la communauté chrétienne du diocèse de Jericó à reconnaître le lien entre le message chrétien et la sauvegarde de notre maison commune, à travers la brochure diffusant l'encyclique *Laudato Si'* du pape François et la lettre pastorale *Réflexions sur l'exploitation minière* » (Comisión Intereclesial de Justicia y Paz, 2022).

⁵ Le diocèse a publié une petite brochure visant à promouvoir les enseignements de l'écologie intégrale. Cette brochure comprenait quelques extraits de *Laudato Si'* ainsi que le document signé par douze évêques des départements d'Antioquia et du Chocó, mentionné précédemment.

En ce qui concerne le projet Quebradona, l'une des principales préoccupations de Mgr Londoño est la construction de barrages de résidus miniers si le projet venait à se concrétiser. Évoquant les tragédies survenues à Mariana en 2015 et à Brumadinho en 2019 dans l'État brésilien du Minas Gerais (voir l'étude de cas « Brazil Belo Sun » dans ce recueil), il a souligné que la société minière avait cédé les barrages de résidus miniers à l'État avant leur effondrement, et que l'État brésilien estimait ne porter aucune responsabilité dans la catastrophe. Il craignait que la construction de barrages de résidus miniers près du fleuve Cauca ne contamine ses eaux à long terme (Londoño, 2026).

Les réserves exprimées publiquement par l'évêque concernant le projet Quebradona ont suscité des critiques de la part de certains membres de la classe politique et économique de Jericó. Un chef d'entreprise, un ancien conseiller municipal et un ancien maire ont rédigé une lettre ouverte en janvier 2023 pour reprocher à l'évêque d'avoir déclaré dans les médias qu'« AngloGold Ashanti était venue à Jericó avec des mensonges et [...] que la société ne faisait que des dons dérisoires, distribuait des maillots de cyclisme aux enfants, versait des contributions mensuelles à la mairie, et que la plupart des conseillers municipaux de Jericó avaient été cooptés » (Salas, 2023).

Parallèlement à la participation des religieux et des prêtres à la résistance communautaire non violente, les efforts en faveur des droits de l'homme menés par la Table environnementale de Jericó (*Mesa Ambiental de Jericó*) ont été reconnus aux niveaux national et international. En 2025, le Prix national des droits de l'homme, décerné par Diakonia et l'Église Act de Suède avec le soutien de l'ambassade de Suède, a distingué le processus de résistance non violente à Jericó comme l'expérience collective de l'année. La lutte de ces familles d'agriculteurs, axée sur la défense de leurs terres contre l'exploitation minière à grande échelle par le biais d'une mobilisation pacifique et d'une sensibilisation communautaire, est devenue un exemple de dignité rurale en Colombie et dans le monde entier (Redacción Colombia +20, 2025).

Plaidoyer politique

L'évêque Londoño fait valoir que la responsabilité des conséquences de l'exploitation minière subies par les habitants de la région n'incombe pas seulement aux sociétés minières elles-mêmes, mais aussi à l'État – les autorités publiques ont en effet délivré un total de 1 329 permis d'exploitation minière dans le département d'Antioquia (GDIAM, 2019, p. 12). Comme il l'a exprimé dans une interview : « La conduite du Secrétariat aux mines d'Antioquia... a été grossière et honteuse... Antioquia est le département qui compte le plus grand nombre de concessions (22 % du territoire total fait l'objet de titres miniers en 2021). Si vous vous rendez au bureau du Médiateur et que vous demandez la carte des titres miniers, vous vous rendez compte que la quasi-totalité de l'Antioquia a été cédée ou est en passe de l'être » (Zuleta, 2023). Dans une autre interview, il explique : « La racine des problèmes réside dans les lois minières, qui sont faites sur mesure pour les multinationales. C'est là le nœud du problème, et cela doit être modifié au Sénat par le biais d'une loi de la République » (Hernández, 2025). Les sociétés minières opérant en Colombie bénéficient d'une législation qui sacrifie l'intérêt général et la durabilité au profit de profits rapides. Comme il le fait remarquer : « Quiconque est au pouvoir en Antioquia pendant quatre ans rédige des contrats et signe des accords qui durent toute une vie » (Estupiñán, 2022).

L'évêque du diocèse de Jericó ne s'oppose pas à l'exploitation minière en soi, mais plutôt à la manière dont AngloGold Ashanti entend mener ses opérations minières dans une zone qui ne s'y prête pas. Comme il l'explique dans une interview télévisée : « L'exploitation minière, oui, car nous en aurons toujours besoin ; mais pas comme ça, pas avec un extractivisme reposant sur des engins lourds. Il y a encore deux cents ans, il n'y avait aucun problème avec la nature, car l'exploitation minière pratiquée à Fredonia, à Amagá,⁶ se faisait à la pioche et à la pelle » (Londoño, 2026). Il reconnaît la nécessité d'une exploitation minière responsable, s'inscrivant dans un certain cadre juridique, afin d'empêcher les sociétés minières d'exploiter les populations locales, et critique les lois minières qui ne protègent ni les personnes ni les terres : « Bien sûr que l'exploitation minière est nécessaire ; nous en utilisons les produits dans notre vie quotidienne. Mais le Code minier colombien est illégitime, et c'est pourquoi nous avons des entreprises comme AngloGold Ashanti, qui arrivent en mentant aux agriculteurs, les trompent pour mener à bien leur exploration, puis continuent comme si de rien n'était » (Zuleta,

⁶ Fredonia et Amagá sont deux communes du département d'Antioquia situées à plus de 40 kilomètres au nord de Jericó.

2023). L'évêque est également profondément préoccupé par les changements sociaux engendrés par l'exploitation minière industrielle à grande échelle. En faisant venir des mineurs d'autres régions d'Antioquia, du pays et d'ailleurs, l'exploitation minière à grande échelle affecte profondément les structures des communautés locales (Estupiñán, 2022).

Mgr Londoño condamne le manque de transparence d'AngloGold Ashanti et ses tentatives de manipulation de l'État et de la société civile. Comme il le souligne : « L'entreprise est arrivée en mentant, en prétendant qu'elle venait examiner les montagnes et proposer des cultures. Tout le processus s'est déroulé à huis clos. Il n'y a jamais eu de véritable consultation de la population. [...] Ces dernières années, l'entreprise a versé chaque mois de l'argent à la mairie. Le conseil municipal est, dans une large mesure, du côté de la société minière, car une part importante des fonds de campagne de la plupart des conseillers a été fournie par AngloGold Ashanti » (Estupiñán, 2022). Il répète souvent une phrase qui est devenue populaire parmi les agriculteurs : « L'exploitation minière, oui, mais pas comme ça, et pas ici » (Londoño, 2026).



Jericó est le lieu de naissance de la première Colombienne à avoir été canonisée, María Laura de Jesús Montoya Upegui, une figure importante pour tous les habitants du village. L'évêque se souvient du jour où plusieurs dirigeants d'AngloGold Ashanti ont tenté de faire pression sur lui en lui proposant de construire une cathédrale en cuivre en l'honneur de sainte Laura Montoya afin d'obtenir son soutien et sa bénédiction : « À ce moment-là, le Saint-Esprit m'a inspiré ; je n'ai pas dit un mot, mais j'ai ouvert la porte et je les ai raccompagnés dehors » (Hernández, 2025). Depuis ce jour, il affirme n'avoir plus jamais été victime de chantage.

Conformément au message final de la 92e Assemblée plénière de la Conférence épiscopale colombienne de 2012 et à la lettre pastorale de 2015 (voir section 1), l'Église de Jericó plaide en faveur d'une révision du cadre juridique afin qu'il conduise à une meilleure protection de l'environnement et à une augmentation des recettes de l'État, permettant ainsi de financer la réparation des dommages écologiques à long terme causés par l'exploitation minière. En octobre 2024, Mgr Londoño a participé à une réunion au Panama rassemblant quinze évêques d'Amérique latine et des Caraïbes dont les diocèses étaient les plus touchés par l'exploitation minière.⁷ Lors de cette réunion, il a déclaré que l'une des solutions proposées par l'Église colombienne est « une modification du code minier [...] cette réglementation actuelle, élaborée avec le concours d'entreprises étrangères, favorise l'exploitation et n'apporte que peu d'avantages au pays » (Medina, 2024).

Le Comité environnemental de Jericó mène également campagne pour que les politiques publiques soient conformes aux droits de l'homme. Ses membres savent que, pour parvenir à ce changement, il est nécessaire de rassembler différentes forces et un large éventail d'organisations sociales. À cette fin, ils ont réuni divers secteurs de la société à Jericó et à Támesis afin de convenir de stratégies communes et de les mettre en œuvre. Entre autres initiatives, par le biais de publications et de réunions, ils ont largement fait connaître la menace que représente l'exploitation minière à grande échelle pour l'ensemble du sud-ouest de l'Antioquia. Il s'agit d'un effort collectif porté par la création de forums permanents de coordination et par la participation à d'autres plateformes de la société civile au sein du département de l'Antioquia et dans toute la Colombie. Le Comité environnemental de Jericó a mis en place un Comité de surveillance citoyen chargé de suivre et d'examiner les activités d'AngloGold Ashanti, ainsi que de documenter la manière dont celles-ci portent atteinte à un environnement sain, à l'harmonie sociale et à la participation citoyenne – autant de droits humains. De plus, il entretient une communication constante et ouverte avec les instances gouvernementales régionales et nationales, auxquelles il fait part de ses préoccupations et présente ses revendications.

⁷ Les résultats des discussions de cette réunion ont été publiés en juillet 2025 sous le titre « Orientations pastorales des Églises catholiques face à l'exploitation minière » (CELAM, 2025).

4. Réflexions finales

Le cas du projet Quebradona et les divisions qu'il a engendrées au sein de la population constituent un défi majeur pour l'Église catholique et les autres organisations soutenant les processus communautaires de résistance non violente. D'une part, le projet est susceptible de créer des emplois pour des travailleurs non qualifiés, ainsi que d'allouer des ressources pour financer des services d'éducation et de formation destinés aux jeunes, et d'améliorer les conditions de vie à court terme. D'autre part, comme l'ont souligné Deneulin et Montevecchio (2025, p. 5), il faut garder à l'esprit que, lorsqu'elles perturbent l'équilibre écologique par la déforestation et la pollution de l'eau, de l'air et des sols, les activités minières ne contribuent pas au développement humain intégral. Il est donc urgent de fournir aux populations concernées les outils leur permettant de « remettre en cause les discours sur la création d'emplois et l'amélioration sociale, et de dénoncer les stratégies utilisées par les entreprises pour obtenir le consentement et une licence sociale d'exploitation » (Deneulin et Montevecchio, 2025, p. 8-9). À cet égard, la contribution apportée par l'Église catholique de Jericó, à travers l'accompagnement, la défense des droits et le plaidoyer politique, en collaboration avec des organisations de la société civile, est particulièrement précieuse.

Le projet de Quebradona a mis en évidence une tension importante entre, d'une part, le gouvernement national – du moins en ce qui concerne son pouvoir de délivrer des autorisations environnementales aux sociétés minières – et, d'autre part, les collectivités locales du département d'Antioquia et de la commune de Jericó. L'équilibre actuel des pouvoirs, dans lequel les collectivités locales ont cherché à favoriser la société minière tandis que les autorités nationales n'ont pas accordé de permis d'extraction des minéraux du sous-sol, est susceptible d'évoluer en fonction des convictions politiques et des intérêts économiques de ceux qui pourraient accéder au pouvoir. Il est urgent de réformer la législation minière afin de protéger les droits des communautés humaines et de la nature, ainsi que de prévenir la corruption. Cependant, le nouveau gouvernement national (2026–2030) semble s'aligner sur les intérêts des sociétés minières étrangères, plutôt que sur le bien commun de la société colombienne ou la protection de l'environnement.

Au-delà des changements éventuels du paysage politique, inhérents à une société démocratique, l'action de l'Église doit viser à favoriser une participation éclairée de la population. Ce n'est qu'en étant pleinement informés et formés que les citoyens peuvent prendre des décisions appropriées dans l'intérêt de la communauté humaine et de tous les êtres qui composent notre maison commune. L'arrivée récente de groupes armés dans la région a compliqué la participation politique de la communauté, en raison des contraintes qu'ils imposent. Dans un tel contexte, l'Église locale doit veiller à ce que les relations entre la société civile et l'État favorisent la sécurité et le bien-être de la population. À cette fin, il serait souhaitable que l'Église locale travaille en partenariat avec les Conseils territoriaux pour la paix, la réconciliation et la coexistence (CTPRC) du département d'Antioquia et de la municipalité de Jericó. Ces conseils ont été créés en 1998 en tant qu'organes consultatifs chargés de collaborer avec les autorités locales à travers le pays à la construction de la paix.

Par ailleurs, les représentants de l'Église à Jericó doivent élargir le champ de la coopération au niveau national afin que, outre le soutien pastoral et spirituel, des propositions concrètes visant à réformer le code minier soient avancées. Une large coopération avec d'autres organisations est également nécessaire pour mener un travail interdisciplinaire, de sorte que le soutien émotionnel et social à la population soit assuré par du personnel qualifié. Le travail en collaboration avec des organisations juridiques de la société civile chargées de défendre les droits face à la manipulation de la loi par AngloGold Ashanti pour incriminer les défenseurs des terres, telles que la Corporación Jurídica Libertad mentionnée précédemment, constitue un précédent précieux qui pourrait déboucher sur des propositions législatives visant à modifier la législation minière en Colombie. La coopération interdisciplinaire peut également contribuer à prévenir et à atténuer les préjudices psychosociaux potentiels subis par les défenseurs des terres et leurs familles, en impliquant des professionnels issus de divers secteurs de la santé.

Le travail de plaidoyer de l'Église locale doit également être étendu au niveau international afin d'être plus efficace et de rendre les injustices sociales et environnementales au niveau local (alimentées par la demande internationale de cuivre) plus visibles aux yeux de ceux qui génèrent cette demande en minerais. Il est également nécessaire de former des

coalitions larges afin de faire pression sur les sociétés minières pour qu'elles modifient leurs pratiques. Dans le cas de Quebradona, la coopération Sud-Sud pourrait prendre la forme d'une collaboration entre des universitaires colombiens et sud-africains (AngloGold Ashanti étant basée en Afrique du Sud) afin d'étudier les effets de l'exploitation minière sur les territoires et les communautés locales, et de faire progresser la justice dans la législation nationale et les relations commerciales internationales. À cet égard, la coopération croissante entre les Églises catholiques du Sud offre une opportunité significative aux Églises de Colombie et d'Afrique du Sud de renforcer leurs liens de coopération et d'action commune face aux projets d'AngloGold Ashanti à Jericó. Cette coopération s'est récemment manifestée dans le message conjoint des Conférences épiscopales et des Conseils catholiques d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes à l'occasion de la COP30 sur le changement climatique (CELAM, FABC et SECAM, 2025), ainsi que dans le message publié à l'occasion de la deuxième conférence internationale ICARRD+20 sur la réforme agraire globale et le développement rural (CELAM, FABC et SECAM, 2026).

Bien que les sœurs de la congrégation missionnaire de Mère Laura continuent d'accompagner la communauté de Jericó, où leur fondatrice est née, Mgr Londoño a atteint l'âge de la retraite et un nouvel évêque, Diego Luis Rendón, a été nommé en juillet 2026. De tels changements font partie intégrante de la vie de l'Église, mais ils soulignent l'importance de construire des communautés ecclésiales de base solides qui restent engagées dans la défense de leurs droits. Il faut espérer que Mgr Rendón conservera la perspective de l'écologie intégrale qui a permis à Mgr Londoño d'inspirer l'Église catholique locale dans son œuvre prophétique d'accompagnement, de formation et de défense des droits, au cœur des complexités qui entourent la situation de la communauté de Jericó.

Références

- Abondano, F. 2025. « [Les paysans de Jericó, en Colombie, s'opposent depuis 15 ans à un projet minier.](#) » *Deutsche Welle Noticias*. 10 juillet 2025.
- ANM (Agencia Nacional de Minería). 2025. [Bulletin statistique d'information. L'exploitation minière en chiffres.](#)
- Aponte, A., Z. Arboleda et V. Barrera, Víctor. 2016. [Environnement, exploitation minière et post-conflit en Colombie : les cas du Catatumbo et du sud de Bolívar.](#) Bogotá : CINEP.
- Archila, M. et al. 2015. « [Hasta cuando Soñemos](#) ». *Extractivisme et interculturalité dans le sud de La Guajira*. Bogotá : CINEP/PPP.
- BHRC (Business and Human Rights Centre). 2026. [Navigating a Global Crossroads : Human Rights Defenders and Business in 2025.](#)
- Evêques de Medellín et de Santafé de Antioquia. 2015. [Lettre pastorale sur l'exploitation minière.](#) Medellín, 26 juillet 2015.
- Censat Agua Viva – CINEP/PPP. 2023. [Cerrejón l'emporte-t-il toujours ? Entre l'impunité des entreprises pour les violations des droits de l'homme et la recherche d'une réparation globale en période de transition.](#) Bogotá : CINEP/PPP.
- CINEP/PPP (Centre de recherche et d'éducation populaire / Programme pour la paix) et UPME (Unité de planification minière et énergétique). 2024. [Les communautés et leur relation avec le secteur minier et énergétique au XXIe siècle.](#) Bogotá : CINEP/PPP. UPME.
- CELAM (Conférence de l'épiscopat latino-américain et des Caraïbes) ; SECAM (Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar) ; FABC (Fédération des conférences épiscopales d'Asie). 2025. [Un appel à la justice climatique et à la maison commune : conversion écologique, transformation et résistance aux fausses solutions.](#)
- CELAM, FABC et SECAM. 2026. [La terre pour la vie, la terre pour la paix. Un cri du Sud pour une réforme agraire intégrale.](#)
- CEC (Conférence épiscopale de Colombie). 2012. [La réalité minière et énergétique actuelle. Risques et possibilités.](#) Bogotá. 13 juillet 2012.
- CELAM (Conférence de l'épiscopat latino-américain et des Caraïbes). 2025. [Orientations pastorales des Églises catholiques face à l'exploitation minière.](#)
- CNMH (Centre national de mémoire historique). 2016. « [Basta Ya ! Colombie : souvenirs de guerre et de dignité](#) ».

- Bogotá : CNMH.
- Commission interecclésiale de justice et de paix. 2022. [Lettre de solidarité avec Mgr Noel Londoño](#). 25 août 2022.
- Corporation juridique Libertad. 2025. [« Jericó dit non à la mine et à la guerre »](#). 14 octobre 2025.
- Deneulin, S. et C. Montevecchio. 2025. [« L'Église catholique et l'exploitation minière. Types de réponses. » Sustainability 17\(17\) : 1-14.](#)
- Duarte, C. (dir.). 2017. « Dossier “ ” ». *Controversia* 208.
- Estupiñán, M. 2022. [« AngloGold Ashanti est entrée à Jericó en mentant. » El Espectador](#). 22 juin 2022.
- Galvis, E. et E.A. López. 2026. « L'activité économique dans le cadre de l'écologie intégrale ». Dans J. Bonilla (dir.). [Écologie intégrale : un regard théologique. Dix ans de l'encyclique Laudato si'](#). Bogotá : Université pontificale javérienne.
- GDIAM (Groupe de dialogue sur l'exploitation minière en Colombie). 2019. *Propositions pour une vision commune de l'exploitation minière en Antioquia*. Bogotá : La Imprenta Editores.
- Giraldo Salazar, 2022. [« Conflits territoriaux liés au projet d'exploitation minière de charbon à Cañaverale, La Guajira. » Controversia](#) 219.
- Giraldo, C. 2025a. [« La parole à l'avocate des 11 paysans de Jericó poursuivis par AngloGold Ashanti. » El Espectador](#). 16 juin 2025.
- Giraldo, C. 2025b. [« L'Agence nationale des mines a rejeté la demande de prolongation de Quebradona : quelle suite pour Jericó ? » El Espectador](#). 2 décembre 2025.
- Giraldo, C. 2025c. [« Les onze de Jericó qui ont remporté un premier “round” face à AngloGold Ashanti. » El Espectador](#). 13-14 décembre 2025.
- Hernández, J.M. 2025. [« Les onze paysans de Jericó poursuivis par la société minière AngloGold Ashanti : “Notre seul délit est de protéger l'eau” » El País](#). 15 juin 2025.
- IGAC (Institut géographique Agustín Codazzi). 2024. [Répartition des terres en Colombie](#). 9 décembre 2024.
- Réseau Iglesias y Minería. 2025. [« AngloGold Ashanti en Colombie : forages clandestins et persécution des paysans, voilà comment opèrent les sociétés minières »](#). 14 mai 2025.
- IPC (Instituto Popular de Capacitación). 2023. [« De l'eau, oui, mais pas de mine ! : l'appel des habitants de Jericó »](#). 24 juillet 2023.
- Landis, A. 2024. [« Dans un village divisé, des agriculteurs bloquent un vaste projet de mine de cuivre dans les Andes colombiennes. » Mongabay](#). 29 mai 2024.
- Londoño, N. A. 2026. « [Entrevista](#) ». *Amagá Televisión. Journal El Suroeste*. 5 mai 2026.
- Matiz González, M.A. et J. P. Ortiz Fonseca (dir.). 2025. [« ¿Derechos para quién?: Justicia ambiental y resistencias populares ante el poder corporativo »](#). *Controversia* 225.
- Medina, J., T. Cuenca, C. Serrano et L. Carrillo. 2019. [L'exploitation aurifère et les communautés locales dans le sud de Córdoba, en Colombie. Le cas de la mine d'El Alacrán](#). Fondation Alboan et CINEP/PPP.
- Medina, L. M. 2024. [« Colombie : l'évêque de Jericó plaide en faveur d'une réforme du code minier qui favorise les communautés et l'environnement. » ADN. Actualités du CELAM](#). 9 octobre 2024.
- Montevecchio, C. et S. Deneulin. 2025. [Approches catholiques de l'exploitation minière. Un cadre de réflexion, de planification et d'action](#). South Bend : Université de Notre Dame.
- Ortiz, J. et L. Perneth. 2024. « La Guajira : entre la création de zones de sacrifice et la protection intégrale du territoire. » Dans M. Glave, S. Higuera, L. López et M. Bravo, Mireya (dir.). [Transitions, mobilisation citoyenne et changements institutionnels. Leçons tirées des territoires soumis à l'exploitation minière à grande échelle au Pérou, en Colombie et au Chili](#). Lima : Groupe d'analyse pour le développement.
- Polanía, S. et H.F. Henao. 2022. « L'Église en Colombie et les industries extractives : un accompagnement pastoral fondé sur une éco-théologie de la paix. » Dans C. A. Montevecchio et G. F. Powers (dir.). [Catholic Peacebuilding and Mining. Integral Peace, Development, and Ecology](#). Pp. 33-44. New York : Routledge.
- Rédaction Colombia +20. 2025. [« Voici les lauréats du Prix national des droits de l'homme 2025. » El Espectador](#). 30 septembre 2025.
- Ruiz, N., M. Castillo et K. Forero. 2018. [Géopolitique de la spoliation. Exploitation minière et violence en Colombie](#). Bogotá : Université nationale de Colombie.
- Rutas del conflicto. 2024. [« L'exploitation minière divise le sud-est d'Antioquia. »](#) 10 janvier 2024.

- Salas, M. 2023. « [L'évêque de Jéricho, entre critiques et admiration pour sa position face à l'exploitation minière à Jéricho](#) ». *Journal El Suroeste*. 2 février 2023.
- Sánchez, D. 2025a. « [L'écothéologie qui bénit les paysans de Jéricho](#) ». *Instituto Popular de Capacitación*. 3 juillet 2025.
- Sánchez, D. 2025b. « [La rupture d'une famille et d'une communauté suite à l'arrivée d'AngloGold Ashanti](#) ». *Institut populaire de formation*. 7 avril 2025.
- Sánchez, D. 2025c. « [Onze paysans convoqués par le parquet pour avoir défendu le territoire à Jericó](#) ». *Institut populaire de formation*. 23 avril 2025.
- Sánchez, R. 2016. « Avant-propos. Le néo-extractivisme : la chaudière du diable ». Dans A. Ulloa et S. Coronado (dir.). [Extractivismes et post-conflit en Colombie : défis pour la paix territoriale](#). Bogotá : Université nationale de Colombie et CINEP/PPP.
- Ulloa, A. et S. Coronado (dir.). 2016. « [Extractivismes et post-conflit en Colombie : défis pour la paix territoriale](#) ». Bogotá : Université nationale de Colombie et CINEP/PPP.
- Urrea, D. et T. Rodríguez. 2014. « Grande exploitation minière et conflit ». Dans T. Roa et M.L. Navas (dir.). *Extractivisme, conflits et résistances*. Bogotá : Censat Agua Viva – Amis de la Terre Colombie.
- Wallace, E. 2025. « [Des familles déchirées, des accusations d'enlèvement et de vol : comment les projets d'une mine géante ont semé la méfiance et l'agitation dans les collines de Jericó](#) ». *The Guardian*. 21 juillet 2025.
- Zuleta, J. F. 2023. « [Monseigneur Noel Londoño, le prêtre le plus rebelle du pays, a fêté ses 10 de mission à Jericó](#) ». *El Colombiano*. 2 septembre 2023.

Référence recommandée

López, Edgar Antonio (2026). "Projet de mine de cuivre de Quebradona, diocèse de Jericó, Colombie". Severine Deneulin et Caesar Montevecchio (eds). *Approches Catholiques de l'Exploitation Minière: Etudes de Cas*. University of Notre Dame et Laudato Si' Research Institute, Campion Hall, University of Oxford. <https://doi.org/10.7274/33398383>

Crédits photos

Toutes les photos figurant dans ce dossier ont été fournies par J Environmental Committee of Jerico. Tous droits réservés.